

Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

En France, le PIB stagne

En France, l'activité stagne en 2012 (+ 0,0 %) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %).

La demande extérieure adressée à la France pâtit du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens et services marquent le pas (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité est toutefois nettement positive (+ 1,0 point), car le ralentissement des importations est encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011), suite notamment au très fort mouvement de déstockage (- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, en France, la demande intérieure recule (- 0,9 %).

Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) fléchit en 2012 (- 1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en construction (- 2,1 %) et en matériel de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

La consommation des ménages baisse de 0,4 % en 2012, après une croissance de 0,5 % en 2011 : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats d'automobiles. Avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011) et une inflation de 2,0 %, le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel recule de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands sont importantes (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total est toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage a atteint 10,6 % au 4^e trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine), en progression de 0,8 point sur l'année. ■